

Créer l'équité dans la vie quotidienne en une génération :

« devenir une société riche de tout son monde »

par

l'hon. Monique Bégin, CP, MSRC, OC

Professeure émérite, Faculté des sciences de la santé
et

Professeure invitée
École de gestion Telfer
Université d'Ottawa

Colloque 2009 ó «Oser, agir»
Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec
Hôtel Hilton, Montréal (QC) - 27 mars 2009

M. le Président de l'Ordre - M. Claude Leblond
Administrateurs de l'Ordre
Membres de la Permanence
Organisatrices, organisateurs de cette journée
Et, bien sûr, Membres de l'Ordre

C'est avec grand plaisir que j'ai accepté de venir échanger avec vous aujourd'hui. Je n'ai pu m'empêcher d'ajouter au titre de ma présentation *Créer l'équité dans la vie quotidienne en une génération* l'objectif magnifique du Collectif pour un Québec sans pauvreté que votre Ordre a repris à son compte : « *devenir une société riche de tout son monde* ». De toutes façons, votre Ordre ajoute en sous-titre à son logo : « *L'humain avant tout* ». Le ton est déjà donné. Il s'agit maintenant de le mettre pleinement en pratique.

Il me semble à la fois lointain et proche le temps où j'étais employée comme seconde secrétaire de l'École de Service Social de la Faculté des Sciences sociales à l'Université de Montréal, alors que le Père Guillemette, O.P., en était le Directeur!... J'y découvrais un monde et c'est là aussi que j'ai connu la sociologie, ensuite devenue mon domaine de formation. Les travailleuses et travailleurs sociaux qui en étaient les étudiant-e-s dans ces années 1956-57 sont déjà à la retraite, alors que nombre d'entre vous n'étaient même pas né-e-s! Puis, un jour, étrange retour des choses, je suis devenue la ministre de la Santé et du Bien-être social du Canada. Et cette toute récente Commission internationale de l'OMS sur les Déterminants sociaux de la santé nous ramène maintenant au cœur de la justice sociale. Quels que soient le lieu et l'occasion, c'est toujours le même combat qui nous rassemble.

J'aurai donc grand plaisir, comme je l'ai écrit pour votre programme, à partager avec vous le bagage scientifique, les observations sur le terrain et les recommandations auxquels nous sommes arrivés, nous, les 20 membres de la Commission.

Mais je veux aussi partager avec vous mes observations sur l'action requise et les façons de mettre en œuvre le changement social comme le suggère votre thématique : « *Oser, agir* ». J'ai eu le privilège, au début de mars à Paris, de manger avec Simone Veil, pour qui j'ai une admiration sans bornes et une grande affection. Elle m'a mentionné spontanément dans la conversation combien elle trouvait que le Québec lui plaisait par son ouverture générale aux gens et aux idées, son sens de l'inclusion sociale, son absence de barrières. Merveilleuse observation. Nous ne partons donc pas d'aussi loin que d'autres pour « *devenir une société riche de tout son monde* ».

L'évidence scientifique

Ce qu'on sait depuis très longtemps, j'en étais informée à l'époque comme Ministre par ma Division de Recherche et Planification, c'est le concept de **décart** existant entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres de notre société. Ainsi Statistiques Canada, pour 2006, note que le premier groupe a vu ses avoirs augmenter de 16% dans les derniers 25 ans alors que le groupe du bas de l'échelle perdait en moyenne 20% de ses salaires. Cette constatation est choquante à plus d'un titre. Elle nous offense d'abord parce qu'au Québec, au Canada, voire dans toute l'Amérique du Nord, nous

croions fermement être une société égalitaire. Nous allons même jusqu'à nier que nous ayons, comme toutes les sociétés, des classes sociales. L'écart des revenus entre le haut et le bas de la structure sociale nous offense aussi car elle évoque automatiquement une notion d'injustice et, probablement, de pauvreté.

Ce que l'évidence scientifique a aussi démontré depuis près de 30 ans c'est que les plus pauvres des pauvres ont bien plus mauvaise santé que la majorité d'entre nous et meurent prématurément. Cela se retrouve entre pays riches, pays émergents et pays pauvres, mais cela se retrouve aussi à l'intérieur de chaque pays, pauvre ou riche. Plus on se retrouve au bas de l'échelle sociale, moins on a accès à une bonne qualité de vie, plus on est malade et plus on disparaît avant le temps.

Nous nous réjouissons de ce que l'espérance de vie à la naissance, dans nos pays, s'allonge avec les années. Mais si une petite fille qui vient au monde aujourd'hui au Canada, en Europe ou au Japon peut s'attendre à vivre au-delà de 80 ans, cette même fillette vivrait moins de 45 ans en Afrique subsaharienne. L'espérance de vie à la naissance est même en recul sur le continent africain. En Haïti, dont nous avons beaucoup de ressortissants, anciens ou nouveaux citoyens, elle est en moyenne de 53,2 ans contre 80,7 ans pour le Canada qui se classe ainsi au 8e rang dans le monde.

Il n'y a pas de raison innée que la situation soit ainsi. Pas plus qu'il n'est prédéterminé que le petit garçon vivant ici à Montréal dans le West Island, Montréal-Ouest ou Hampstead, ait une espérance de vie à la naissance de 79 ans tandis que celui qui habite le quartier Hochelaga-Maisonneuve ne puisse s'attendre qu'à seulement 68.6 années et le bambin du centre-ville, qu'à 66 années ó plus de 10 ans de moins!¹ Dans la ville de Québec, ville de gouvernement relativement aisée, ce même petit garçon peut compter vivre jusqu'à 77 ans, tandis qu'à Gatineau (Hull), il perd déjà trois ans de vie probable.

Ce n'est pas que l'espérance de vie à la naissance qui est en cause, mais aussi l'état de santé durant la vie. La célèbre recherche de Whitehall, dont le chercheur principal, Sir Michael Marmot, présidait notre Commission, a démontré dès les années 80 que c'est la population du bas de l'échelle sociale qui a le plus haut risque de crises cardiaques et non les grands patrons ó contrairement à la croyance populaire. La même évidence s'applique à toutes les causes majeures de décès : les troubles gastro-intestinaux, les maladies du rein, les ACV, les morts accidentelles et violentes, les cancers non reliés au tabagisme aussi bien que ces derniers, en gros, toutes nos maladies chroniques telles le diabète (30% des Québécois de 12 ans et plus), l'obésité, l'arthrite ou l'asthme. De bas en haut de l'échelle sociale, une gradation s'établit qui nous concerne tous.

Ainsi le démontre cette carte de la prévalence du diabète sur l'île de Montréal, en mariant l'intensité de la couleur avec la faiblesse des revenus socio-économiques :

Peut-être plus important encore pour les politiques publiques et pour nos programmes est donc cet autre concept fondamental maintenant démontré : **la théorie des gradients**, lesquels traversent les classes sociales de bas en haut et prédisent l'état de santé de chaque tranche de 20% de la population. Selon notre positionnement dans l'échelle sociale, nous savons quel est notre « manque à gagner » par rapport à un statut de santé et une espérance vie optimum. Je parle évidemment ici d'analyses collectives

des populations, un individu pouvant vivre un parcours singulier qui s'en démarque. Ces gradients de l'état de santé sont donc présents chez-nous comme ils le sont dans à peu près toutes les sociétés

En conclusion, notre bagage biologique/génétique à la naissance joue un rôle limité ó on parle de 15-20% - dans ce que sera notre vécu. De la même façon, notre système de soins de santé universel et accessible, bien que lui-même un déterminant essentiel de la santé, ne joue aussi qu'un rôle relatif. La médecine, si développée soit-elle, ne crée pas la santé. Au mieux, elle la répare. Les autres déterminants sociaux de la santé, les facteurs qui la définissent, sont ceux que vous rencontrez dans votre travail quotidien : le revenu, le logement, les conditions de travail, l'éducation, les systèmes d'aide, les réseaux de soutien de voisinage ou de famille, l'environnement, la sécurité, et ainsi de suite.

J'ai choisi comme illustration du cadre conceptuel de cette évidence scientifique celui de Dahlgren et Whitehead, simple dans sa présentation, même s'il en existe de nombreux autres, dont celui de notre rapport.

Ce diagramme, fait de bandes concentriques partant de l'individu, montre comment les inégalités sociales en santé sont les résultats d'interactions entre différentes superpositions de causes. L'individu au centre est défini par son âge, son sexe et son bagage génétique. Le premier cercle qui l'affecte est fait des styles de vie et du comportement adopté. Le cercle suivant est celui des influences sociales et communautaires: l'influence des réseaux, des pairs, des services offerts ou non, de l'environnement et ainsi de suite. Puis viennent les facteurs du logement, des conditions de travail, des revenus. Finalement, c'est le tour des forces structurelles socio-économiques, politiques, culturelles et environnementales au sens large du mot.

Notre Commission a choisi d'explorer en profondeur le savoir accumulé en ce qui touche huit facteurs ou déterminants sociaux de la santé ó nous aurions pu en choisir plus, ou en choisir d'autres - par autant d'équipes internationales de chercheur-e-s, tout ceci par voie de concours. Leur tâche était d'identifier toute recherche connue, quantitative ou qualitative et même informelle et communautaire, d'en évaluer la valeur scientifique, d'analyser leurs conclusions et de formuler des recommandations pour la Commission. Une neuvième équipe s'est penchée sur les aspects méthodologiques de nos recherches. Chacun de ces rapports se retrouve sur le site web de l'OMS.

Observations sur le terrain et recommandations:

Les gens de Montréal-Nord qui essaient d'élever leurs enfants en évitant qu'ils ne tombent dans les « gangs » de rue croient-ils sincèrement qu'il n'existe ici ni exclusion sociale, ni racisme? Est-il normal que Moisson Montréal, la plus grande banque alimentaire au pays, nourrisse en moyenne chaque mois 110 000 Montréalais, dont 33 000 enfants?

Les familles Cris d'Oujé-Bougoumou, près de Chapais, maintes fois dépossédées et relocalisées à cause de projets d'exploitation de ressources naturelles, ou celles de Kashechewan, envoyées pendant des mois dans des villes du sud par manque d'eau potable ont-elles le sentiment d'être à part égale de nos retombées économiques? Ignorons-nous qu'il existe au moins cent autres réserves des Premières Nations (sur quelque 600 réserves) qui manquent d'eau potable et dont la population souffre

d'impétigo et autres infections? Oui, au Canada, des communautés entières sans accès à l'eau potable!

Sommes-nous fiers de lire le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur le logement convenable au Canada qui a écrit, fin 2007: *Partout où je suis allé au Canada, j'ai rencontré des gens qui vivaient dans la rue ou dans des logements insalubres et non sécuritaires.*² Au printemps 2008, le FRAPRU (le Front d'action populaire en réaménagement urbain) demandait au Québec un plan de cinq ans permettant la réalisation de 50 000 nouveaux logements sociaux. Et ces situations se retrouvent à un degré ou à un autre dans toutes les villes canadiennes.

Tout ça dans le pays classé premier par les Nations-Unies pendant sept années d'affilée comme le « meilleur pays du monde ». Nous nous en sommes bien vantés! D'ailleurs, même si nous sommes tombés au 3^{ème} rang dans ce même « Index de développement humain » publié en décembre dernier, nous continuons de nous vanter. Et pourtant! La vérité c'est que notre immense richesse - car nous sommes un pays riche, très riche - réussit à masquer la réalité et à rendre la pauvreté invisible, de même que la précarisation de l'emploi et l'écart croissant entre les nantis et les exclus.

La situation dramatique de la faim et de la pauvreté dans le monde doit nous interpeller tout autant, mais à un niveau d'action différent, que les privations et les misères quotidiennes que vous tentez de régler, tout au moins de soulager.

Rien de sorcier dans la solution requise; les principes à suivre sont clairs:

- améliorer les conditions de la vie quotidienne ó les circonstances dans lesquelles les gens naissent, grandissent, vivent, travaillent et vieillissent;
- s'attaquer à la distribution inéquitable du pouvoir, de l'argent et des ressources ó les causes structurelles de ces conditions de la vie quotidienne;
- continuer de mesurer le problème, d'évaluer les actions prises, de développer les connaissances, de former des gens qui savent comment intervenir à la source en agissant sur les déterminants de la santé et de susciter l'implication du public.

Nos recommandations couvrent un vaste éventail d'actions pratiques et faisables, du local au supra-national. Quelques unes peuvent paraître coûteuses, d'autres le sont moins, mais dans tous les cas il faut se demander ce que sont les coûts futurs assurés si nous ne faisons rien maintenant.

Nous avons discuté entre nous plus d'une fois, je me souviens de la réunion de novembre 2007 à la Nouvelle-Orléans, des avantages et inconvénients de prioriser nos recommandations. Nous cherchions si certaines recommandations portaient en elles-mêmes un effet d'entraînement et aideraient la mise en oeuvre quasi inévitable ou automatique d'autres recommandations du rapport. Nous hésitions entre le développement de la petite enfance (Chapitre 5 - *L'équité dès les départ*) et l'amélioration de la condition féminine (Chapitre 13 - *Équité entre les sexes*). Nous trouvions qu'elles devraient peut-être apparaître *ex aequo* comme représentant l'investissement le plus prometteur pour un avenir vraiment équitable dans toute société. Finalement, nous avons choisi de garder la structure de notre rapport tel qu'adopté précédemment.

Dans les pays industrialisés et riches, comme le nôtre, les observations et recommandations de notre rapport sont tout aussi pertinentes que pour l'Afrique ou l'Asie ou l'Amérique latine. À nous le devoir de les traduire en réalités locales.

Outre la situation déplorable de nos nombreuses communautés autochtones (Premières Nations, Inuits et Métis), j'identifierais la pauvreté des enfants (et de leurs familles) comme notre plus grande urgence pour l'action. *Le Québec est le seul endroit où le taux de pauvreté infantile diminue constamment depuis 1997. Ce phénomène est sans doute attribuable en partie à un train de mesures de soutien à la famille mises de l'avant en 1997, notamment l'expansion rapide du réseau québécois de services de garde abordables, l'élargissement de la prestation pour enfants et la bonification du congé parental.*³ Notre taux au Québec reste quand même inacceptable. Le reste du Canada enregistre un taux choquant de pauvreté des enfants de 18%. Or nous pouvons faire mieux. La diapo suivante tirée de l'UNICEF montre que les gouvernements peuvent agir par des mesures de redistribution. Il vaut de noter les succès des pays nordiques.

La précarisation de l'emploi des jeunes, des femmes et surtout des mères, et des immigrants, en Europe comme chez-nous, en sus du chômage brutal créé par la grave crise économique actuelle est une autre cause de la pauvreté des familles. En 2001, seulement 39% des Canadiens ayant perdu leur emploi étaient éligibles à l'assurance-chômage. Je comprends qu'on ne veuille pas d'abus, mais les contribuables ont droit à la protection qui est la raison d'être du programme et pour laquelle ils ont payé! Dans une entrevue avec le *Globe & Mail* samedi dernier, l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, le très compétent David Dodge, regrettait que le gouvernement Harper n'ait pas allongé significativement la couverture de l'assurance-chômage pour faire face à la crise.

Finalement, je soulignerais les besoins en logements sociaux de toutes catégories, tant la rénovation du parc de logements existants que la construction de nouveaux logements, domaine dans lequel le Canada a accumulé un retard considérable depuis 15 ans. La situation est si grave qu'un groupe en Ontario est à développer une cause judiciaire sous la Charte des Droits et Libertés au titre du manque de logements adéquats pour les sans-abris et itinérants.⁴

Oser agir :

Le budget Harper 2009⁵ vient d'être déposé. Il fait du saupoudrage au lieu de la mise en œuvre d'objectifs ciblés et urgents. Malheureusement, la bonification des bénéficiaires pour enfants (Prestation nationale pour enfants et la Prestation fiscale canadienne pour enfants) ne fait rien pour aider les familles les plus démunies (revenu de moins de \$21,000) qui n'en recevront pas un sou. Les autres, d'un revenu modeste ou moyen, recevront une augmentation ridiculement basse. Quant aux coupures d'impôts et de taxes d'un grand total de 20 milliards \$, ce sont les mieux nantis qui en bénéficieront au maximum; c'est là une politique sociale régressive.⁶

Mais il y a au moins de l'argent pour le logement social, incluant les communautés autochtones. Sa grande faiblesse : exiger que les provinces paient 50% des coûts. Il faut créer et garder la pression sur nos deux niveaux de gouvernement pour négocier les ententes fédérales-provinciales, les signer au plus vite et mettre les projets en train. C'est la rénovation de logements existants qui devrait normalement pouvoir débiter la première. L'Alberta vient d'annoncer un plan ambitieux de 3.3 milliards \$ sur 10 ans pour des nouveaux logements sociaux et les services de soutien

aux populations visées, en particulier les itinérants. Je ne suis pas experte en la matière, mais on en dit le plus grand bien. Je me réjouis de ce que le Calgary Committee to End Homelessness qui travaille et pousse cette réforme depuis quelques années, vient d'être nommé maître d'œuvre pour toute la province. Ce Comité note que 19% de ces sans-abris sont des enfants! Votre Ordre professionnel, ses instances et vous, ses membres, peuvent y jouer un rôle de premier plan. Vous avez la légitimité voulue pour parler, et parler fort. J'en profite pour mentionner que l'on pense d'habitude à l'action en termes positifs « de faire quelque chose ». Souvent, ce qu'on peut aussi faire, tout aussi valable, c'est d'empêcher les bêtises et les gâchis en voie de développement!

Au niveau gouvernemental, il faut aussi insister sur la pertinence et l'urgence d'un mécanisme intersectoriel par lequel les Ministères (et Agences s'il y a lieu) qui couvrent les déterminants sociaux puissent vraiment travailler en étroite collaboration. Là aussi, vous êtes privilégiés pour vous référer de vos expériences et de votre légitimité.

Nous avons été le seul pays de l'OCDE à avoir eu des surplus dans les années précédentes. Qu'avons-nous fait avec cet argent? Des baisses d'impôt, et des baisses d'impôt régressives favorisant les mieux nantis. Je n'aime pas plus que personne la saison des rapports d'impôt. Mais j'ai d'abord été Ministre du Revenu national, puis Ministre de la Santé nationale et du Bien-Être social. Pas mal comme leçon de choses! Et je voyage, observe, et parle avec des Européens et des Américains de leur taux d'imposition et de leur sécurité sociale. Et je lis sur les États-Providence européens contemporains. Si on veut un solide système de sécurité sociale, si on veut être fier de sa citoyenneté, si on veut la certitude d'une société juste et équitable, si on veut la paix sociale, on sait qu'il faut payer des impôts parce qu'il faut redistribuer la richesse. Les impôts, c'est le prix à payer pour une société civilisée, et c'est un faible prix à payer.

Nous savons donc ce qu'il faut faire. Mais quel est l'ingrédient manquant en vue d'oser agir pour créer l'équité sociale chez-nous?

Ce qui manque avant tout c'est d'avoir et de savoir sur quelle(s) valeur(s) nous fondons notre travail professionnel, sur quelle valeur nous jugeons nos gouvernements et les gens que nous élisons, sur quelle valeur nous voulons voir se développer notre société. Comme l'a écrit Galbraith dans *La République des satisfaits*, nous vivons maintenant dans une culture de contentement, de satisfaction (*The Culture of Contentment*)⁷. Ce n'est pas la même chose que d'être entrée en politique sous le thème de la Société Juste. La valeur célébrée directement ou indirectement par nos élites est celle de la réussite individuelle, soit-elle financière, sociale ou autre. Nous sommes depuis des années dans l'individualisme à tout crin. Il n'y a de là qu'un pas pour blâmer la victime et pour devenir vacciné contre la justice sociale.

Notre toile de fonds, c'est le néolibéralisme « de bon ton » ó pas celui des années 1975-1980, par trop brutal - auquel nous nous sommes d'abord habitués, puis que nous avons adopté. Nous avons acheté l'idéologie du marché comme mécanisme sacré de l'économie et partant, du progrès. Faux; nous devrions le savoir depuis l'automne dernier. Cette même idéologie veut que le secteur privé sauve le secteur public. Balivernes, il ne peut même pas se sauver lui-même. Elle demande aussi la réduction du secteur public, du rôle du gouvernement, des taux de taxation. Depuis quand les corporations font-elles dans le service social? Et le profit comme raison d'être? Cette

idéologie se donne aussi bonne conscience avec la théorie du « *trickle down effect* », c'est-à-dire que toute augmentation de la production économique finit par avoir automatiquement des retombées sociales pour toute la société. (L'autre version de cette « théorie », tout aussi alléchante et trompeuse, c'est que la « *high tide float all boats* », « la marée haute portera tous les bateaux ». Mensonge car le petit canot sera projeté et la vieille chaloupe prendra l'eau. Très habile et très pratique que d'oublier d'aller voir qui exactement, quelles classes sociales, profitent du développement économique.

Il faut donc faire revivre une valeur de solidarité sociale partagée par le plus grand nombre. On ne doit jamais sous-estimer le pouvoir des faibles. La société civile a été instrumentale dans tous les grands changements sociaux du monde moderne.

Pour moi, certaines professions, certains métiers, certaines responsabilités appellent obligatoirement un militantisme, un activisme social. C'est impossible de faire un bon travail comme travailleur social, travailleuse sociale, sans être engagé-e dans l'action. Ce n'est pas une profession pour rester neutre. C'est, je l'avoue, inconfortable, du moins au début. Et il existe bien des façons d'affirmer ses valeurs et de faire avancer des réformes. Des collègues vont se rallier, c'est sûr, et il faut toujours se rappeler que dans l'action on ne gagne jamais seul-e; on a besoin d'allié-e-s, de réseautages, et, plus tard, de champions. Je suppose que certain-e-s ne seront pas à l'aise de m'entendre parler ainsi.

Notre société étant ce qu'elle est, rien ne sert de rêver du grand plan intégré. Mon observation générale du changement social chez-nous, c'est que plusieurs avenues différentes de réformes se développent en parallèle, répondant à des sensibilités et à des logiques internes différentes, jusqu'à un point de rencontre réel ou virtuel. Il ne sert à rien de rêver du grand plan maître: il n'existera que sur papier si jamais il existe. Chez-nous, les réformes prendront du temps, car nous avançons plutôt à petits pas.

En guise de conclusion :

La première objection d'oser agir sera bien sûr celle de la terrible situation économique mondiale. Ce n'est que trop facile. Je voudrais citer ici Michael Marmot. Avant Noël et depuis, nos politiciens des pays développés ont extrêmement rapidement réussi à trouver 5.2 billions US \$ (en anglais : US \$ 5.2 trillion) pour sortir du trou nos institutions bancaires et financières de même que nos grandes industries manufacturières, trou dans lequel elles s'étaient toutes mises elles-mêmes par incompetence ou fraude. Or nos travaux sur les bidonvilles urbains du monde établissent que la réhabilitation globale des bidonvilles du monde ó systèmes d'eau potable, canalisation d'égoûts, logements salubres ó coûterait 100 milliards US \$, quelque 2% seulement de ces argents soudainement apparus pour sauver nos avoirs. La vérité, c'est que lorsqu'il y a la volonté d'agir, on en trouve les moyens.

Nous sommes tous et toutes interpellés, dans cette salle, aujourd'hui. Nous en avons assez de voir se reproduire les inégalités sociales. Nous en avons assez de voir la situation dégradante de tant de nos Premières Nations, de communautés Inuits ou Métis. Nous en avons assez de voir des poches de pauvreté dans un des pays les plus riches du monde. Nous en avons assez de voir que nous n'honorons même pas notre engagement à donner 0.7% du PDB d'aide au développement. Nous voulons entendre la voix de celles et ceux partout au pays qui ont créé des projets, qui entreprennent l'étude des inéquités dans leurs communautés, qui mobilisent les individus et les familles en vue d'un lendemain meilleur.

Je vous laisse sans vous avoir donné des recettes d'action. Les actions possibles se développent dans un contexte et c'est vous qui le connaissez. Vous savez la vulnérabilité du secteur social dans tout gouvernement quand la situation économique va mal. C'est trop facile d'appliquer des coupures budgétaires directement ou indirectement car il s'agit de la clientèle des sans voix. Vous devez trouver, et je sais que vous trouverez, les moyens de protéger « votre monde ».

Un de nos rapports de recherche portait sur l'exclusion sociale, sujet particulièrement difficile à définir et à analyser. Intitulé *Understanding and Tackling Social Exclusion*, il porte en sous-titre un proverbe Nguni (une langue bantoue d'Afrique australe) : *Umntu ngumuntu ngabantu. - A person is a person because of other people.* Ce que je retiens du travail de cette équipe⁸ c'est l'importance du savoir des humbles, des gens ordinaires, de ceux et celles que vous appelez vos « clients » et que le système, trop souvent, considère comme étant des irresponsables, alors que leur logique et leurs raisons d'agir ou de ne pas agir valent au moins les nôtres!

Je vous souhaite d'être un peu délinquant-e-s sur les bords ó pour plus de justice sociale! Tant de gens comptent sur vous.

Références

-
- ¹ Cité par CIHI/ICIS dans une présentation faite le 18 avril 2008 au Comité du Sénat du Dr. Willie Keon.
- ² Miloon Kothari , Rapporteur spécial des Nations unies pour le logement convenable, octobre 2007.
- ³ *Campagne 2000, Rapport 2006*, p. 2
- ⁴ Cité dans son discours par J. David Hulchanski, *Growing Home : Housing and Homelessness in Canada*, donné à Calgary le 18 février 2009.
- ⁵ Déposé en Chambre des Communes le 28 janvier 2009.
- ⁶ Basé sur les analyses du Caledon Institute of Social Policy, Ottawa : caledon@caledoninst.org
- ⁷ Galbraith. John Kenneth ó *La République des satisfaits*, 1992.
- ⁸ Sous le leadership du Prof. Jennie Popay, de l'Université de Lancaster, UK. Voir : http://www.who.int/social_determinants/knowledge_networks/final_reports/sekn